



NOTE DE CONJONCTURE

Juin 2013

© Insee 2013

■ Directeur de la publication

Jean-Luc Tavernier

■ Rédacteurs en chef

Cédric Audenis
Jean-François Ouvrard
Vincent Alhenc-Gelas
Hélène Soual

■ Contributeurs

Brou Adjé
Cyprien Bechler
Jean-Baptiste Bernard
Grégoire Borey
Jocelyn Boussard
Guillaume Chanteloup
Guillaume Cléaud
Véronique Cordey
Julie Djiriguian
Justine Durand
Jean-François Eudeline
Nicolas Jégou
Noémie Jess
Clovis Kerdrain
Nicolas Lagarde
Matthieu Lequien
Allaoui Mirghane
Alexis Montaut
Élodie Pereira
Aurélien Poissonnier
Bruno Quille
Nathan Remila
Sophie Renaud
Catherine Renne
Marie Rey
Sébastien Riou
Dorian Roucher
Marie Sala
Gabriel Sklenard
Frédéric Tallet
Anna Testas
Sophie Villaume
Adrien Zakhartchouk

■ Secrétariat de rédaction

et mise en page
Catherine Fresson-Martinez
Moussa Blaibel
Jacqueline Courbet
Denise Maury-Duprey

■ Secrétariat

Nathalie Champion

Les Notes de conjoncture ainsi qu'un lexique « Les mots de la conjoncture » sont disponibles dès leur parution sur le serveur internet de l'Insee dans la rubrique *Conjoncture - Analyse de la conjoncture* à l'adresse : www.insee.fr.

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis
JOUVE - PARIS

Rédaction achevée le 13 juin 2013

TIMIDE ÉCLAIRCIE

VUE D'ENSEMBLE	7
-----------------------------	---

DOSSIERS

- Comment s'explique le rééquilibrage des balances commerciales en Europe ? 19
- Comment prévoir le prix du pétrole ? 41

CONJONCTURE FRANÇAISE

- Retour sur la précédente prévision 61
- Production 63
- Environnement international de la France 66
- Échanges extérieurs 69
- Emploi 72
- Chômage 76
- Prix à la consommation 78
- Salaires 81
- Revenus des ménages 83
- Consommation et investissement des ménages 87
- Résultats des entreprises 92
- Investissement des entreprises et stocks 94

DÉVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX

- Pétrole et matières premières 101
- Marchés financiers 104
- Zone euro 107
- Allemagne 111
- Italie 112
- Espagne 113
- Royaume-Uni 114
- États-Unis 115
- Japon 118
- Économies émergentes 119

ÉCLAIRAGES

- Comprendre le redressement du taux d'épargne en 2013 90
- Consolidations budgétaires : leur impact sur l'activité dans la zone euro en 2013 109
- Les effets de richesse et le choc fiscal expliquent la faiblesse du taux d'épargne américain 116

COMPTES DES PAYS	122
-------------------------------	-----

COMPTE ASSOCIÉ DE LA FRANCE	126
--	-----

Timide éclaircie

Au premier trimestre 2013, l'activité a été dans l'ensemble décevante dans les économies émergentes, tandis que dans les économies avancées, le rebond attendu (+0,4 % après 0,0 %) s'est produit. La demande extérieure adressée à la France s'est toutefois repliée pour le deuxième trimestre consécutif, en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes.

Au deuxième trimestre 2013, les enquêtes de conjoncture délivrent un message relativement contrasté, avec d'une part un tassement du climat des affaires dans les BRIC et aux États-Unis, et d'autre part une amélioration au Japon et dans une moindre mesure dans la zone euro.

La demande extérieure adressée à la France se redresserait à l'horizon de la prévision, grâce au rebond des importations de la zone euro (+0,6 % en moyenne sur les trois derniers trimestres 2013, après -1,1 % au premier trimestre). La reprise des exportations françaises resterait modérée, notamment car l'euro s'est globalement apprécié depuis mi-2012.

En France, la demande intérieure resterait atone tout au long de l'année 2013, mais le rebond des exportations et la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière permettraient une reprise de l'activité au deuxième trimestre (+0,2 %, après -0,2 %). Celle-ci serait ensuite quasi stable au second semestre 2013 (0,0 % au troisième trimestre puis +0,1 % au quatrième). Au total, le PIB diminuerait de 0,1 % en 2013, après 0,0 % en 2012. En glissement annuel, l'activité serait toutefois mieux orientée fin 2013 qu'un an auparavant (+0,1 % après -0,3 %), du fait de la stabilisation de la production manufacturière (+0,3 %, après -4,2 %).

Le recul de l'investissement serait progressivement moins prononcé. Dans le bâtiment, les mises en chantier se sont redressées ces derniers mois. En outre, parallèlement à la stabilisation de l'activité, le repli de l'investissement des entreprises en biens manufacturés s'atténuerait à l'horizon de la prévision.

Le pouvoir d'achat des ménages continuerait d'être pénalisé par la dégradation du marché du travail. Le redressement des gains de productivité spontanés conduirait en effet à d'importantes pertes d'emplois marchands (35 000 par trimestre en moyenne). La baisse de l'emploi total serait toutefois faible, du fait d'une augmentation importante du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage continuerait d'augmenter, mais moins rapidement, et serait légèrement supérieur à 11 % (y compris Dom) fin 2013, en progression de 0,6 point en un an.

En dépit du faible dynamisme des revenus salariaux, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait en 2013 (+0,2 % après -0,9 %), sous l'effet conjugué de la baisse de l'inflation, et d'une hausse moins importante des prélèvements obligatoires. Cette amélioration ne se retrouverait que partiellement dans la consommation des ménages, qui diminuerait de nouveau en 2013 (-0,1 % après -0,4 % en 2012). En effet, contrairement à 2012, le comportement de lissage de la consommation serait limité. En outre, l'épargne de précaution continuerait d'augmenter et le taux d'épargne ne baisserait plus en 2013 (+0,3 point après -0,5 point).

Divers aléas sont associés à ce scénario.

D'une part, le climat des affaires dans les services selon les enquêtes de conjoncture est davantage dégradé que ce qu'indique l'analyse des différents postes de demande, qui a guidé la prévision : l'activité de ce secteur pourrait ainsi être plus faible qu'attendu. En outre, le prix du pétrole pourrait rebondir, après sa nette baisse des derniers mois, car les perspectives de demande sont légèrement plus dynamiques que l'offre prévisible.

D'autre part, le redressement dans la construction pourrait être plus marqué qu'anticipé. Par ailleurs, le redressement qui semble s'amorcer en Europe pourrait, s'il prenait de l'ampleur, soutenir plus que prévu la croissance des débouchés à l'exportation de la France. ■

L'activité a rebondi dans les économies avancées au premier trimestre 2013

Début d'année décevant dans les économies émergentes

Au premier trimestre 2013, l'activité dans les économies émergentes a été moins dynamique que ne le laissait espérer l'amélioration des enquêtes de conjoncture. Elle a même ralenti en Chine (+1,6 % après +2,0 %) et les importations de l'ensemble des économies émergentes auraient ainsi nettement perdu en dynamisme (cf graphique 1).

Rebond de l'activité dans les économies avancées

Le commerce mondial a néanmoins continué de progresser au même rythme que fin 2012 (cf graphique 1) car les importations ont moins diminué dans les économies avancées. En effet, dans celles-ci, l'activité s'est redressée début 2013 (+0,4 % après 0,0 %).

Aux États-Unis, la croissance malgré le durcissement fiscal

En particulier, l'accélération a été nette aux États-Unis (+0,6 % après +0,1 %). D'une part, le mouvement de déstockage, qui avait freiné l'activité fin 2012, s'est inversé au premier trimestre 2013. D'autre part, la consommation des ménages a été particulièrement dynamique (+0,8 %), alors même que l'entrée en vigueur des mesures de hausse de prélèvements faisait chuter le pouvoir d'achat.

Montée en puissance de l'économie japonaise

Au Japon également, l'activité a nettement progressé au premier trimestre 2013 (+1,0 % après +0,3 %). Après plusieurs trimestres de repli, les exportations se sont redressées (+3,8 % après -2,9 %), soutenues par la forte dépréciation du yen.

Le recul de l'activité s'est prolongé dans la zone euro

Dans la zone euro, sixième trimestre de recul du PIB

Dans la zone euro, en revanche, le repli de l'activité s'est poursuivi au premier trimestre 2013, sur un rythme toutefois moins soutenu qu'au trimestre précédent (-0,2 % après -0,6 %). Dans le secteur manufacturier, l'activité a reculé de façon seulement limitée (-0,2 % après -2,2 %).

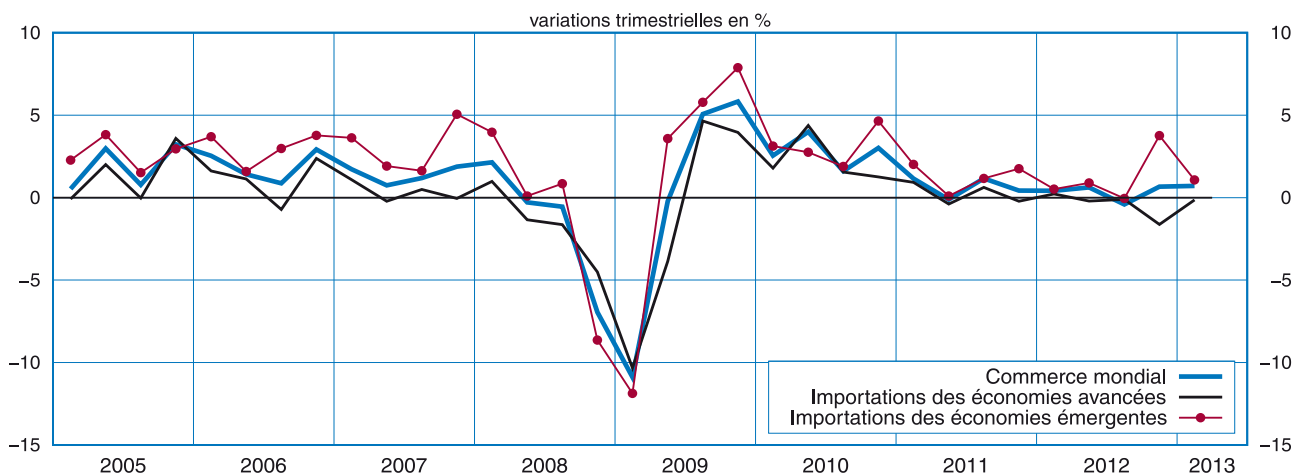
L'Allemagne prend froid

En Allemagne, malgré la nette amélioration du climat conjoncturel en début d'année selon les enquêtes, le rebond de l'activité a été faible au premier trimestre 2013 (+0,1 % après -0,7 %). Comme au trimestre précédent, l'économie allemande a été pénalisée par le recul de ses exportations, une évolution étonnante au regard de la progression du commerce mondial. En outre, avec les mauvaises conditions climatiques du début d'année, l'activité dans la construction a nettement reculé (-2,1 %). En conséquence, les importations allemandes ont de nouveau fortement baissé (-2,1 % après -1,3 %) ce qui a pesé sur les exportations de ses partenaires, notamment européens.

Recul marqué de l'activité en Espagne et en Italie

En Espagne et en Italie, le repli de l'activité est resté important (-0,5 % en Espagne et -0,6 % en Italie). Dans ces deux pays, la demande intérieure et les exportations ont continué de reculer. En Espagne, toutefois, l'investissement en biens d'équipement s'est stabilisé (+0,1 %).

1 - Commerce mondial et importations



En France, deuxième trimestre consécutif de baisse de l'activité

En France, la demande est restée atone

L'activité s'est également repliée en France au premier trimestre 2013 (-0,2 % comme au trimestre précédent). Pénalisées par la faiblesse de la demande dans la zone euro et par des performances décevantes en dehors de la zone euro, les exportations ont reculé (-0,5 % après -0,7 %). Dans ce contexte, les entreprises ont de nouveau diminué leurs investissements (-0,8 % après -0,7 %), tout comme les ménages (-1,3 % après -0,8 %) et la consommation des ménages a stagné (-0,1 % après 0,0 %). Certes, les dépenses des ménages en énergie ont bondi (+5,0 % après -0,4 %) du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude au premier trimestre 2013, mais celles de produits manufacturés (-0,9 % après -0,1 %) et de services marchands hors commerce (-0,1 % après +0,2 %) ont reculé.

Repli de l'activité manufacturière et ralentissement dans les services

Côté offre, la production manufacturière a continué de se replier au premier trimestre 2013 (-0,3 % après -2,2 %) et l'activité a stagné dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages. L'activité dans la construction s'est de nouveau repliée à un rythme soutenu (-0,8 % après -0,9 %) : dans le bâtiment, le faible niveau des mises en chantier constaté en 2012 a continué de produire ses effets, tandis que dans les travaux publics l'activité a été pénalisée par les températures rigoureuses du début d'année. En revanche, la production d'énergie a progressé, soutenue par les importantes dépenses de chauffage des ménages.

L'activité mondiale resterait robuste à l'horizon de la prévision

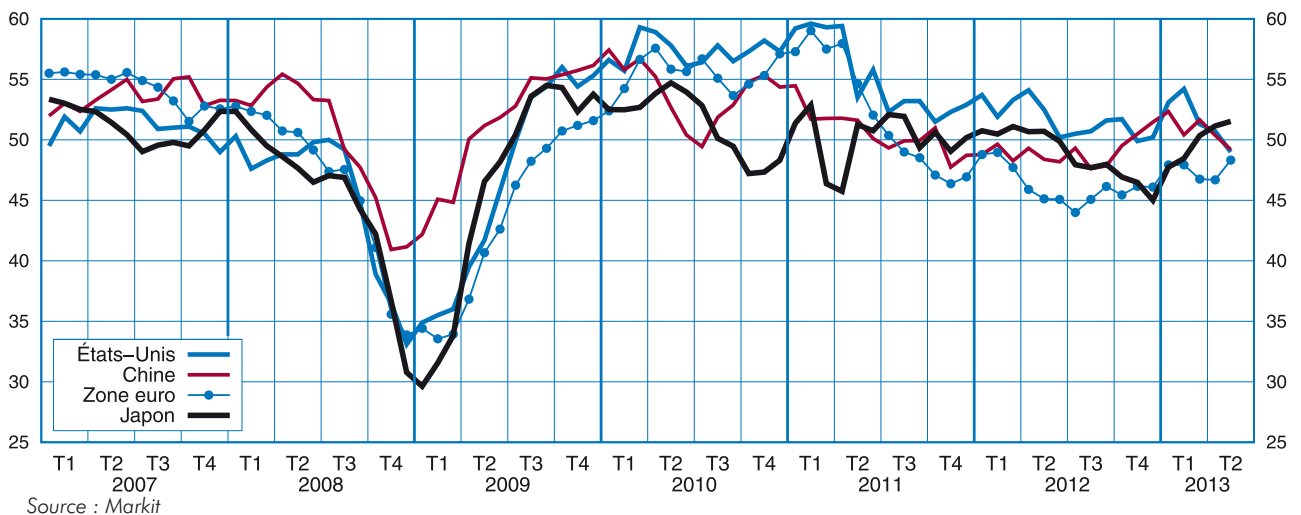
Dynamisme sans excès dans les économies émergentes

D'ici fin 2013, l'activité continuerait de progresser dans les économies émergentes sur un rythme comparable à celui du début d'année. En Chine notamment, le tassement récent du climat des affaires dans le secteur manufacturier (cf. graphique 2) indique que l'économie chinoise resterait sur un rythme nettement inférieur à celui d'avant-crise.

Redressement du climat des affaires au Japon et dans la zone euro

Aux États-Unis, le climat des affaires dans l'industrie manufacturière se replie nettement depuis son pic de mars 2013 (cf. graphique 2). Il reste néanmoins proche du seuil d'expansion. Au Japon, la progression du climat des affaires est spectaculaire depuis le début de l'année. L'amélioration est moins nette dans la zone euro où le climat des affaires dans le secteur manufacturier reste inférieur au seuil d'expansion. Il est tout de même désormais nettement supérieur au point bas atteint à l'été 2012.

2 - Climat des affaires dans le secteur manufacturier



Vue d'ensemble

Situations contrastées entre les économies avancées

Les trajectoires d'activité resteraient ainsi nettement contrastées. Aux États-Unis, l'activité croîtrait selon un rythme comparable à celui observé depuis plus de deux ans (+0,4 % au deuxième trimestre 2013, puis +0,5 % par trimestre au second semestre 2013). L'économie japonaise aurait toute l'année un élan important (+0,6 % par trimestre). Dans la zone euro, l'évolution de l'activité resterait en revanche moins favorable, même si celle-ci cesserait de se contracter au deuxième trimestre 2013 (0,1 % après -0,2 %) et progresserait légèrement au second semestre (+0,1 % au troisième trimestre 2013 puis +0,2 % au quatrième trimestre). Avec la poursuite de la progression de l'activité, les importations des pays avancés, encore faibles en début d'année, accéléreraient.

L'expansion se confirme aux États-Unis et au Japon en 2013

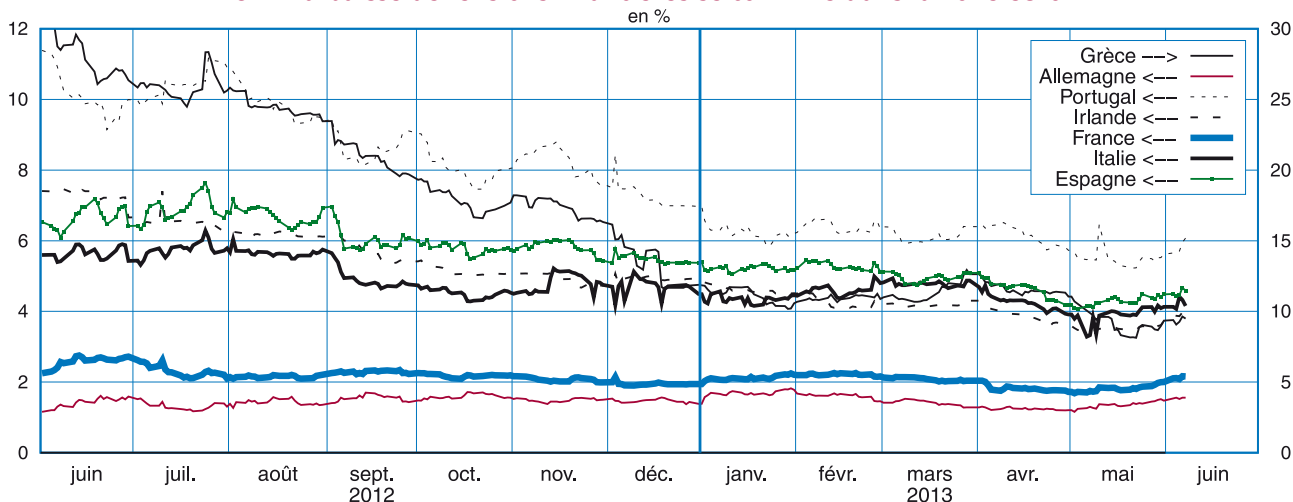
L'économie japonaise toutes voiles dehors

L'économie japonaise a nettement accéléré au premier trimestre 2012 (+1,0 % après +0,3 %) et le regain de dynamisme se confirmerait sur le reste de l'année 2013. Les soutiens à l'activité seraient en effet puissants : les exportations bénéficieraient de la très forte dépréciation du yen depuis fin 2012, tandis que les nouvelles mesures de relance votées en février 2013 entreraient progressivement en vigueur. Porté par l'amélioration des anticipations d'activité, l'investissement des entreprises devrait accélérer à l'horizon de la prévision. Sur l'ensemble de l'année, l'activité au Japon ne progresserait toutefois que de 1,6 %, pénalisée par l'acquis de fin 2012.

Le durcissement de la politique budgétaire américaine freinerait peu l'activité

À l'inverse, la politique budgétaire américaine se durcit nettement en 2013, ce qui contribuerait à ralentir quelque peu l'activité : celle-ci progresserait de 1,8 % en 2013 après 2,2 % en 2012. En particulier la consommation publique, en fort recul fin 2012 et début 2013, ne se redresserait pas d'ici la fin de l'année. En revanche, la consommation des ménages ne ralentirait pas malgré le coup d'arrêt sur le pouvoir d'achat des ménages (+0,5 % après +1,7 % en 2012) occasionné par les hausses de prélèvements du 1^{er} janvier 2013. Les conditions seraient en effet réunies pour que le taux d'épargne reste proche du bas niveau atteint début 2013 : l'épargne de précaution se réduirait avec la baisse du chômage et l'augmentation du prix des actifs générerait des effets de richesse. Par ailleurs, le regain de l'investissement dans la construction se confirmerait à l'horizon de la prévision.

3 - La baisse de tensions financières se confirme dans la zone euro



Source : DG ECFIN

Du mieux dans la zone euro d'ici fin 2013

L'hiver allemand prendrait fin

Par rapport au début d'année, le lent redressement de l'activité dans la zone euro d'ici la fin de l'année 2013 traduirait une amélioration dans chacune des quatre grandes économies. L'amélioration serait toutefois beaucoup plus franche en Allemagne où l'activité progresserait de 0,6 % au deuxième trimestre 2013 et conserverait un rythme de croissance soutenu au second semestre 2013. La consommation des ménages allemands continuerait en effet de progresser (0,3 % par trimestre) tandis que les facteurs qui ont freiné l'activité fin 2012 et début 2013 se dissiperaient. En particulier, après deux trimestres de faiblesse inattendue, les exportations allemandes devraient retrouver un rythme de croissance plus conforme à celui du commerce mondial. En conséquence, les importations allemandes rebondiraient.

L'Espagne et l'Italie sur le chemin de la reprise

En Italie et en Espagne, la baisse de l'activité s'atténuerait tout au long de l'année. D'une part, le rebond de la demande allemande et le dynamisme du commerce en dehors de la zone euro soutiendraient les exportations. D'autre part, après une longue phase d'ajustement, l'investissement des entreprises en biens d'équipement amorcerait une reprise, et ce d'autant plus si la baisse des taux observée depuis l'été 2012 (cf graphique 3) s'accompagnait d'une détente sur les conditions de crédit dans ces pays. Enfin, les efforts de consolidation budgétaire se poursuivraient en 2013 avec une intensité un peu moindre qu'en 2012, de sorte que la consommation des ménages reculerait moins d'ici la fin de l'année.

Rebond des exportations françaises

La demande adressée à la France se redresserait

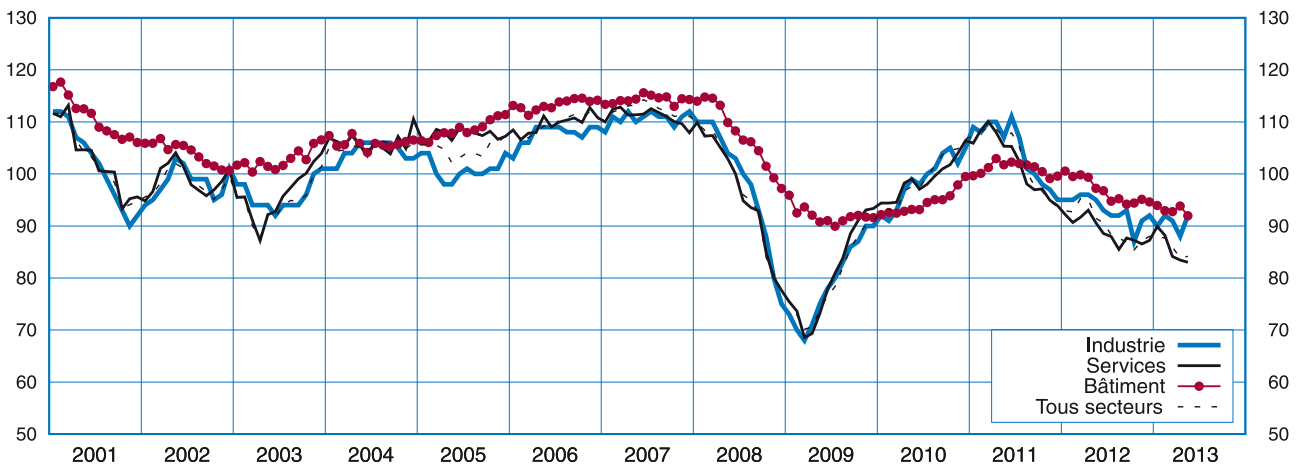
La demande adressée à la France a reculé au premier trimestre 2013, en raison de la faiblesse de la demande dans la zone euro. Elle accélérerait nettement à partir du deuxième trimestre 2013, grâce au rebond des importations allemandes, à la stabilisation progressive des économies espagnoles et italiennes et à la vigueur de l'activité en dehors de la zone euro. Les exportations françaises se redresseraient donc, progressant de 1,3 % au deuxième trimestre 2013 puis de 0,6 % par trimestre au second semestre.

L'activité en France resterait terne d'ici fin 2013

Les enquêtes de conjoncture se sont stabilisées à un faible niveau en mai

Malgré les perspectives plus favorables concernant l'environnement extérieur, le climat des affaires en France reste dégradé (cf. graphique 4) : il s'établit à 84 en mai, très en dessous de sa moyenne de long terme de 100. Les dynamiques sectorielles apparaissent toutefois divergentes. Dans les services, le climat des

4 - Climat des affaires en France



Source : Insee

Rebond de l'activité au deuxième trimestre 2013

affaires s'est établi à 83 en mai, au plus bas depuis l'été 2009. Le climat des affaires dans l'industrie est moins dégradé : stabilisé depuis l'été 2012, il a même nettement progressé en mai à 92 (+4 points).

De fait, la production manufacturière a vivement rebondi en avril 2013 même si, selon les perspectives déclarées par les industriels, elle se tasserait quelque peu sur les mois suivants. Cependant, sur l'ensemble du deuxième trimestre 2013, la progression de l'activité manufacturière serait notable (+0,9 %). Ce rebond aurait des effets d'entraînement favorables dans les services qui progresseraient de 0,2 %. Ceux-ci resteraient toutefois freinés par une demande intérieure peu vigoureuse. Au total, l'activité rebondirait au deuxième trimestre 2013 (+0,2 % après -0,2 %).

Mais l'activité manquerait de ressort au second semestre

Ainsi que le suggère le niveau toujours faible des anticipations dans les enquêtes, ce rebond au deuxième trimestre n'augurerait toutefois pas d'une franche accélération de l'activité d'ici la fin 2013, mais la fin de l'épisode récessif du tournant de l'année 2013 se confirmerait néanmoins (cf. graphique 5). L'activité serait ainsi stable au troisième trimestre 2013 puis progresserait de seulement 0,1 % au quatrième trimestre. Les freins resteraient en effet importants, la demande intérieure manquant de tonus tout au long de l'année. En outre, les dépenses de consommation des administrations ralentiraient. Sur l'ensemble de l'année 2013, l'activité reculerait de 0,1 %.

Poursuite de la dégradation du marché du travail

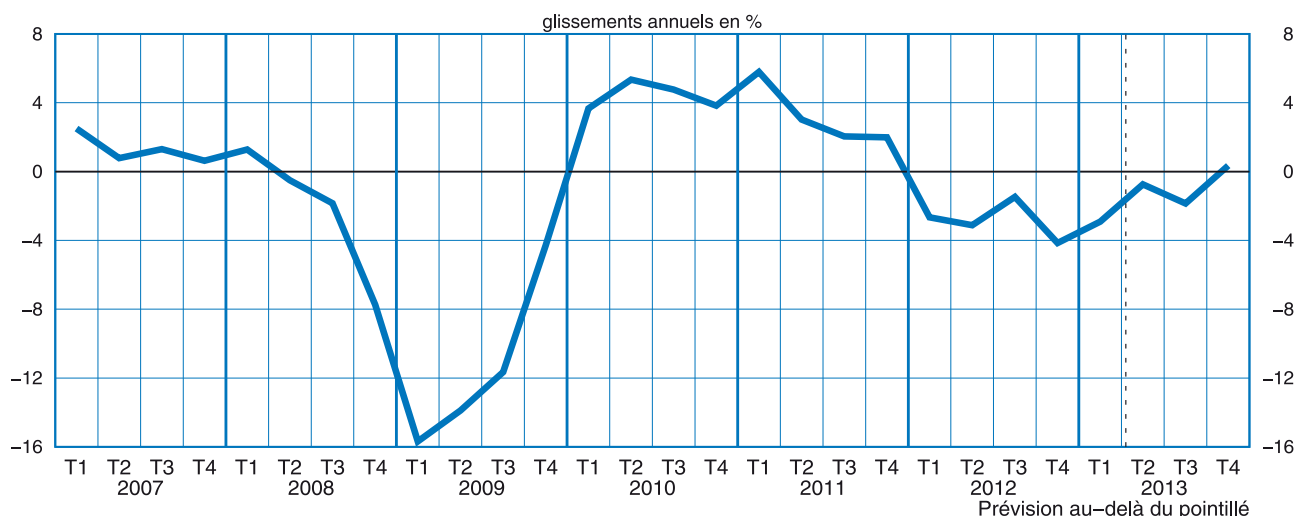
L'emploi marchand en fort repli en 2013

Le recul de l'emploi marchand a été limité au premier trimestre 2013 (-8 000) : l'emploi intérimaire s'est redressé mais l'emploi, hors intérim, dans l'industrie a reculé. Avec la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché du travail continuerait de se détériorer d'ici fin 2013 même si la baisse de l'emploi marchand serait atténuée par les premiers effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Au total, 38 000 postes seraient supprimés au premier semestre 2013 dans le secteur marchand, puis 76 000 au second semestre.

Le taux de chômage dépasserait 11 % fin 2013

Sur l'ensemble de l'année, la baisse de l'emploi total serait significativement plus faible que celle de l'emploi marchand du fait de la forte augmentation du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés, en particulier avec la montée en puissance des emplois d'avenir. La hausse du chômage se poursuivrait ainsi à un rythme moins soutenu qu'en 2012 : estimé à 10,4 % de la population active au premier trimestre 2013 (10,8 % y compris Dom), il augmenterait de 0,3 point d'ici la fin de l'année.

5 - Redressement de l'activité manufacturière



Source : Insee

Le pouvoir d'achat se stabiliserait en 2013

Nette baisse de l'inflation Le niveau élevé du chômage et la faiblesse des capacités productives continueraient de peser sur les prix. En outre, avec la stabilisation du prix du Brent autour de 104 \$, les prix énergétiques progresseraient peu. L'inflation d'ensemble resterait ainsi inférieure à 1,0 % à l'horizon de la prévision (0,8 % en décembre 2013, comme en mai 2013). En moyenne annuelle, le ralentissement des prix à la consommation serait net : ils augmenteraient de 0,8 % en 2013 après +1,9 % en 2012.

Le ralentissement des salaires se poursuivrait Les salaires nominaux seraient freinés par la dégradation du marché du travail et par la baisse de l'inflation. Leur progression sur un an s'établirait ainsi à 1,2 % fin 2013 alors qu'elle était de 1,7 % fin 2012. Toutefois, la baisse de l'inflation ne se transmet que progressivement aux salaires, de sorte que les salaires réels se redresseraient légèrement. Sur un an, leur progression resterait néanmoins limitée (+ 0,3 % fin 2013).

Les prélèvements obligatoires seraient légèrement moins dynamiques en 2013 Les nouvelles mesures prévues par le projet de Loi de Finances pour 2013 induisent une hausse des cotisations et des impôts payés par les ménages de l'ordre de 1,1 point de revenu en 2013, une ampleur comparable à 2012. Les prélèvements effectifs ralentiraient néanmoins nettement en 2013 car leur évolution spontanée, hors mesures nouvelles, serait affectée par la faiblesse des revenus en 2012.

Le pouvoir d'achat se stabiliserait en 2013 Malgré le nouveau ralentissement des revenus d'activité en euros courants en 2013, le recul du pouvoir d'achat s'interromprait en 2013. Grâce à la baisse de l'inflation et à la moindre vigueur des prélèvements obligatoires, le pouvoir d'achat se redresserait légèrement (+0,2 % après -0,9 %).

La consommation des ménages en berne

Hausse du taux d'épargne en 2013 La baisse de la consommation des ménages en 2012 (-0,4 %) a été plus faible que celle de leur pouvoir d'achat (-0,9 %) : le taux d'épargne des ménages a reculé de 0,5 point. Ce comportement était attendu car les ménages tendent à lisser à court terme les chocs à la hausse ou à la baisse sur leurs revenus, particulièrement lorsqu'il s'agit de chocs d'impôts. Mais ce lissage n'est que temporaire et les ménages finissent par ajuster leur niveau de dépenses à leur niveau de pouvoir d'achat. La forte baisse du pouvoir d'achat en 2012 aurait donc un impact baissier sur les dépenses de ménages en 2013. Par ailleurs, la détérioration du marché du travail entraînerait de nouveau une hausse de l'épargne de précaution. Dès lors, le taux d'épargne se redresserait légèrement en 2013 (+ 0,3 point).

Stabilité des dépenses de consommation Ainsi, les dépenses de consommation stagneraient (-0,1 %). Leur profil trimestriel serait marqué par les évolutions heurtées des dépenses énergétiques. Celles-ci seraient de nouveau dynamiques au deuxième trimestre du fait des températures rigoureuses enregistrées en avril et en mai. Puis, à l'été, elles reviendraient à un niveau habituel.

Le recul de l'investissement se poursuivrait

Stabilisation en vue dans le bâtiment Le faible niveau des mises en chantier de logements individuels et collectifs en 2012 a durablement freiné l'activité dans le bâtiment. Le recul serait encore net aux deuxième et troisième trimestres. Toutefois, l'activité dans le bâtiment cesserait de reculer au quatrième trimestre 2013. La reprise des mises en chantier depuis le début de l'année 2013 se ferait progressivement sentir au niveau de l'investissement dans la construction neuve. En outre, les dépenses d'amélioration et d'entretien pourraient être temporairement dopées par anticipation de la hausse du taux de TVA au 1^{er} janvier 2014.

Vue d'ensemble

Nouveau recul de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financières continuerait de baisser à l'horizon de la prévision. Le contexte resterait en effet peu propice à l'expansion des capacités productives : les perspectives d'activité sont dégradées et le taux d'utilisation des capacités est faible. Le taux d'investissement des sociétés non financières s'établirait à 18,8 % de leur valeur ajoutée au quatrième trimestre 2013, significativement plus bas que le pic de 19,9 % atteint fin 2011.

Aléas

Aléas : faiblesse accrue de l'activité dans les services...

Les enquêtes de conjoncture sont dégradées dans les services, ce qui suggérerait *a priori* une progression de l'activité moins favorable que celle retenue en prévision, notamment au deuxième trimestre 2013. De fait, les perspectives de demande finale (consommation et investissement) sont faibles. Mais, on anticipe dans cette Note que le rebond dans l'industrie manufacturière aura les effets d'entraînement habituels sur les services. Au vu des enquêtes de conjoncture, il y a un risque que ce rebond se matérialise moins fortement qu'attendu.

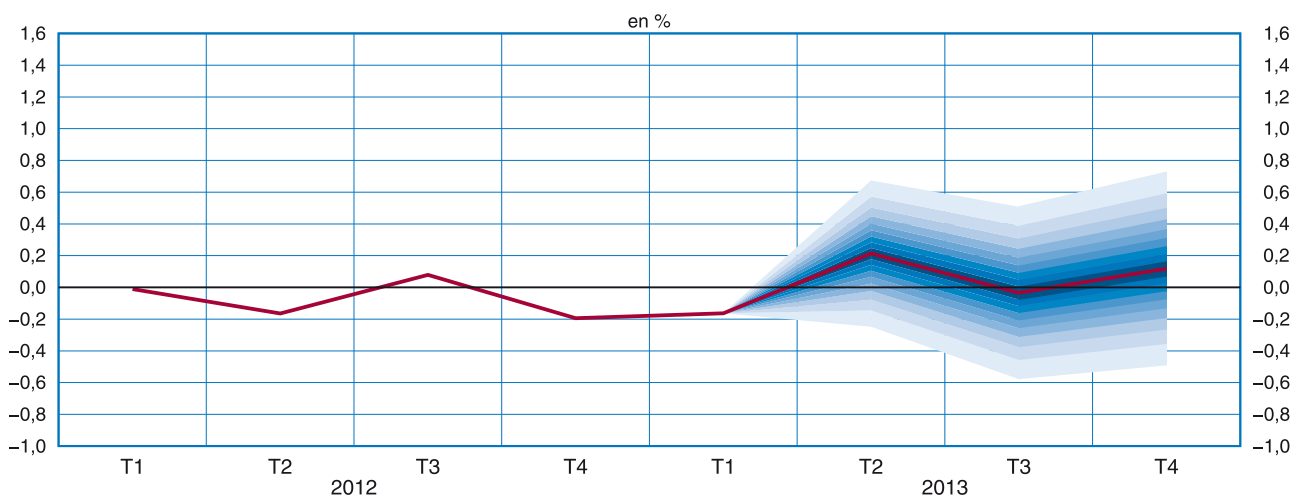
..., rebond de la demande adressée à la France, ...

La prévision suppose que l'activité en Europe se redresserait seulement très progressivement, notamment en Italie et en Espagne. Le redressement pourrait être plus rapide si, pour faire face au dynamisme de la demande étrangère, les dépenses d'investissement se redressaient plus rapidement qu'anticipé. En outre, l'amélioration des perspectives d'activité pourrait conduire à une baisse du taux d'épargne des ménages dans ces deux pays.

... et prix du pétrole

La prévision retient l'hypothèse d'une stabilisation du prix du pétrole autour de 104\$ le baril de Brent. Les perspectives de l'offre et de la demande pourraient néanmoins conduire à un renchérissement du baril de Brent d'ici fin 2013, si les pays de l'Opep choisissaient de tenir leur offre, alors que la demande mondiale de pétrole devrait augmenter grâce à la robustesse de l'activité au Japon, aux États-Unis et dans les économies émergentes. ■

6 - Le graphique des risques associés à la note de conjoncture



Note de lecture : le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale (en trait bleu), 90 % des scénarios probables. La première bande, la plus foncée, décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 10 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes immédiatement au-dessus et immédiatement en dessous de la bande centrale ; elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de telle sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 20 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 90 % (cf. la Note de conjoncture de l'Insee de juin 2008, pages 15 à 18). On peut alors estimer que le premier résultat qui sera publié par les comptes trimestriels pour le deuxième trimestre 2013 à 50 % de chances d'être compris entre 0,0 % (bas de la cinquième bande en partant du bas) et 0,4 % (limite supérieure de la cinquième bande en partant du haut) et 90 % de chances d'être compris entre -0,2 % et +0,7 %. Au troisième trimestre, l'intervalle de confiance à 90 % est [-0,6 % ; +0,5 %].

Source : Insee

Chiffres-clés : la France et son environnement international

données cjo-cvs (à l'exception des prix), moyennes trimestrielles ou annuelles, en %

	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Environnement international															
PIB des économies avancées	0,2	0,3	0,6	0,3	0,5	0,1	0,3	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	1,7	1,3	1,1
PIB de la zone euro	0,7	0,2	0,1	-0,3	-0,1	-0,2	-0,1	-0,6	-0,2	0,1	0,1	0,2	1,5	-0,5	-0,6
Baril de Brent (en dollars)	105	117	112	109	118	109	109	110	112	103	104	104	111	112	106
Taux de change euro-dollar	1,37	1,44	1,41	1,35	1,31	1,28	1,25	1,30	1,32	1,30	1,30	1,30	1,39	1,29	1,31
Demande mondiale adressée à la France	1,9	-0,1	1,0	-0,5	0,3	0,4	0,2	-0,5	-0,3	1,0	1,0	1,1	6,2	0,6	1,0
France équilibre ressources-emplois															
PIB	1,1	0,0	0,2	0,1	0,0	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,0	0,1	2,0	0,0	-0,1
Importations	4,3	-1,9	0,2	-1,7	0,9	0,2	0,1	-1,3	0,1	1,0	0,6	0,6	5,3	-0,9	0,4
Dépenses de consommation des ménages	0,3	-0,9	0,2	-0,3	0,2	-0,4	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,5	-0,4	-0,1
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,0	0,1	0,2	0,2	0,6	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,5	1,5	1,2
FBCF totale	1,4	0,1	0,0	1,1	-1,4	-0,2	-0,7	-0,8	-0,9	-0,5	-0,6	-0,1	3,0	-1,2	-2,6
dont : ENF	1,7	-0,9	-0,7	1,8	-1,8	-0,2	-0,9	-0,7	-0,8	-0,4	-0,6	-0,1	3,1	-1,9	-2,4
Ménages	-0,2	1,0	0,7	0,3	-0,7	-0,2	-0,3	-0,8	-1,3	-1,6	-1,1	-0,2	2,3	-0,4	-3,9
Exportations	1,8	1,2	0,2	1,7	0,1	0,9	0,5	-0,7	-0,5	1,3	0,6	0,6	5,6	2,5	0,8
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks*	0,5	-0,5	0,2	0,1	0,0	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	1,0	-0,1	-0,2
Variations de stocks*	1,4	-0,3	0,0	-0,9	0,2	-0,2	0,0	-0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	1,1	-0,8	0,0
Commerce extérieur	-0,8	0,9	0,0	0,9	-0,2	0,2	0,1	0,2	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	1,0	0,1
France - situation des ménages															
Emploi total	49	46	-17	4	30	-4	-46	-31	-5	-10	-5	8	83	-51	-12
Salariés du secteur marchand non agricole	41	39	-23	-1	9	-19	-41	-41	-8	-29	-42	-34	56	-92	-113
Taux de chômage BIT France métropolitaine	9,1	9,1	9,2	9,3	9,5	9,8	9,9	10,1	10,4	10,5	10,6	10,7	9,3	10,1	10,7
Taux de chômage BIT France (y compris DOM)	9,5	9,5	9,6	9,8	9,9	10,2	10,3	10,5	10,8	10,9	11,0	11,1	9,8	10,5	11,1
Indice des prix à la consommation**	2,0	2,1	2,2	2,5	2,3	1,9	1,9	1,3	1,0	0,8	0,8	0,8	2,1	2,0	0,9
Inflation « sous-jacente »**	0,7	1,2	1,1	1,7	1,7	1,5	1,2	0,7	0,7	0,4	0,5	0,5	1,1	1,3	0,5
Pouvoir d'achat des ménages	0,0	0,4	-0,4	-0,3	-0,5	0,2	-0,1	-0,9	0,9	0,2	-0,2	-0,5	0,7	-0,9	0,2

Prévision

* Les variations de stocks sont y compris acquisitions nettes d'objets de valeur.

** Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre et moyennes annuelles.

Note de lecture : Les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %.

Source : Insee